



Parcoursup, Mon Master, service militaire, hausse des frais d'inscription... : ***Les jeunes ont droit à un avenir ! Défendons-le !***

Les premiers résultats sur les plateformes d'admission à la poursuite d'études viennent de tomber et **une fois de plus c'est un véritable désastre pour l'avenir de milliers de jeunes**. En deux ans, plus de 50 000 places ont été supprimées sur Parcoursup et près de 25 000 sur Mon Master. Comme l'an dernier, ce sont des dizaines de milliers de bacheliers qui ont des réponses négatives à leurs vœux, et Mon Master n'offre qu'une place pour près de deux candidats.

En parallèle, le gouvernement Macron-Lecornu fait tout pour diriger les jeunes vers des formations payantes... ou bien vers l'armée, notamment dans le cadre de la Loi de programmation militaire, avec l'octroi de divers avantages pour les « volontaires » du service militaire et ceux qui accepteront d'être réservistes.

Tout est fait pour mettre en place un plan de déqualification massif et éjecter les jeunes de la fac, avec notamment le décret raciste visant à faire payer à la majorité des étudiants étrangers extra-communautaires des frais d'inscription exorbitants, près de 3 000 euros en licence, 4000 euros en master !

Tout est fait pour étrangler l'Université publique au nom des économies de guerre. La LPM (loi de programmation militaire) prévoit une augmentation de + 36 milliards d'euros pour l'armée, au lieu d'ouvrir les filières et les places permettant d'offrir à la jeunesse les qualifications auxquelles elle a droit.

RASSEMBLEMENTS LE MERCREDI 24 JUIN

devant les rectorats, et à Paris devant le ministère
pour porter tous les dossiers et les revendications :

- ⇒ **Ouverture massive de places dans le supérieur !**
- ⇒ **Abrogation des plateformes Parcoursup et MonMaster !**
- ⇒ **Rétablissement du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire !**
- ⇒ **Abrogation du Service National Volontaire !**
- ⇒ **De l'argent pour l'Ecole, l'Université, pas pour l'armée !**

**RDV Paris : 15h00 devant le ministère de l'Enseignement supérieur
et de la recherche, 1 rue Descartes**